

PRESSE CANADIENNE / LÉGER MARKETING

La tolérance des Canadiens à l'égard des politiciens

Rapport



1.0 Constats de l'étude

- Le pot-de-vin : la situation la moins acceptée par les Canadiens à l'endroit des politiciens.
- Par contre, une majorité de Canadiens considèrent que le fait de s'opposer au chef de son parti ne justifie pas la démission d'un politicien.

Question : *Selon vous, un politicien qui est impliqué dans les situations suivantes doit-il OUI ou NON démissionner ?*

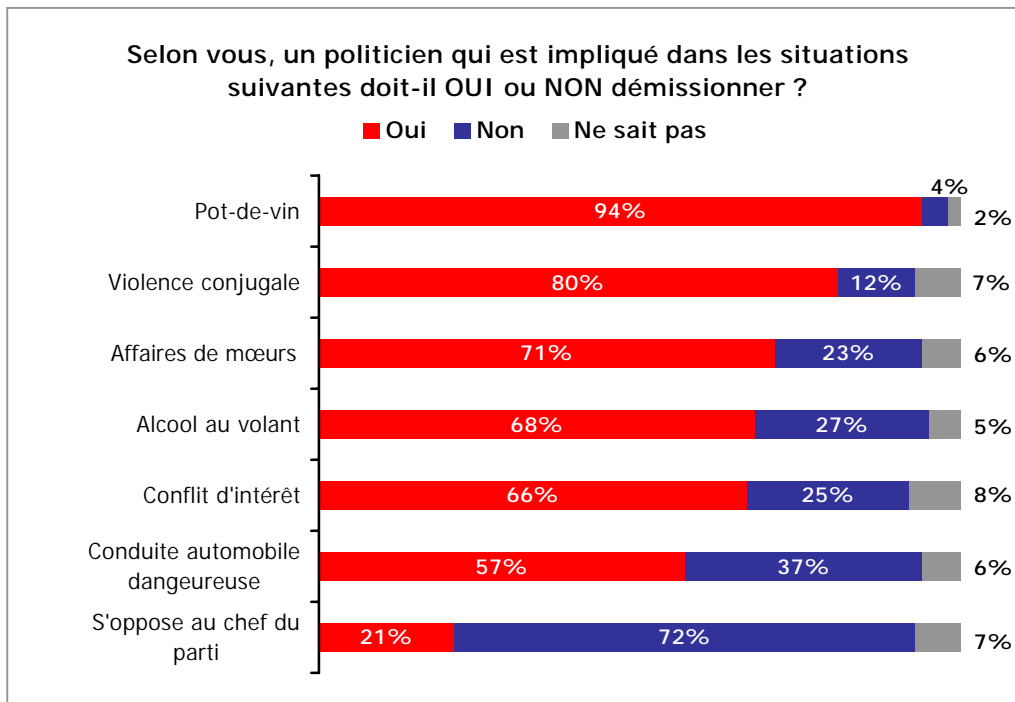
N = 1500	TOTAL
Pot-de-vin	94 %
Violence conjugale	80 %
Affaires de mœurs	71 %
Alcool au volant	68 %
Conflit d'intérêt	66 %
Conduite automobile dangereuse	57 %
S'oppose au chef du parti	21 %

Note : Les pourcentages indiqués représentent ceux qui considèrent que, OUI, les politiciens devraient démissionner s'ils sont impliqués dans ces situations.

2.0 Résultats détaillés

Le pot-de-vin : la situation la moins acceptée par les Canadiens à l'endroit des politiciens

Selon une très forte proportion des Canadiens (94%), les politiciens impliqués dans une affaire de **pot-de-vin** devraient donner leur démission. Seulement 4% de la population canadienne juge que cette situation ne devrait pas entraîner la démission du politicien pris en défaut.



L'implication d'un politicien dans une affaire de **violence conjugale** devrait entraîner la démission de celui-ci, de l'avis de 80% des Canadiens. Cette opinion est davantage exprimée par les femmes (83%) et les anglophones (82%). Pour ce qui est des Canadiens qui affirment que ce n'est pas une situation qui nécessite une démission (12%), on retrouve principalement les francophones (20%), les Québécois (20%) et les hommes (15%).

Lorsqu'il s'agit d'**affaires de mœurs**, 71% des Canadiens croient qu'un politicien impliqué dans une telle situation doit démissionner. Les personnes qui partagent cet avis sont surtout les personnes au foyer (86%), ceux qui ont un salaire annuel inférieur à 20 000 \$ (84%), les francophones (81%), les gens qui ont une scolarité de niveau secondaire (77%) et les femmes (76%). Parmi ceux qui croient, au contraire, que les politiciens ne devraient pas démissionner pour ce motif, on retrouve les gens qui ont une scolarité de niveau universitaire (33%), les professionnels (30%), les hommes (29%), les Ontariens (29%) ainsi que ceux qui ont un revenu annuel supérieur à 60 000 \$ par année (29%).

En ce qui concerne **l'alcool au volant**, 68% des Canadiens affirment que si un politicien est impliqué dans une affaire d'alcool au volant il doit démissionner; 27% sont de l'avis contraire. La tendance à être favorable à une démission dans un cas d'alcool au volant s'observe surtout chez les jeunes âgés de 18 à 24 ans (78%) et les femmes (73%) À l'opposé, ce sont surtout les gens qui ont une scolarité de niveau universitaire (35%), les professionnels (34%) et les hommes (32%) qui croient qu'un politicien impliqué dans une affaire d'alcool au volant n'a pas à démissionner.

Parmi les Canadiens qui sont en faveur de la démission d'un politicien qui serait impliqué dans une affaire de **conflit d'intérêt** (66%), on remarque surtout les personnes ayant une scolarité de niveau universitaire (77%), ceux qui ont un revenu annuel supérieur à 60 000 \$ (77%), les professionnels (76%), les Québécois (76%), les gens âgés de 45 à 54 ans (74%), les francophones (73%) et finalement les hommes (71%). En revanche, ceux qui ne croient pas qu'un politicien devrait démissionner parce qu'il se trouve dans une situation de conflit d'intérêt sont principalement les jeunes âgés de 18 à 24 ans (52%), les étudiants (43%) ainsi que les gens ayant une scolarité de niveau secondaire (29%).

Selon 57% des Canadiens, les politiciens impliqués dans une affaire de **conduite automobile dangereuse** devraient démissionner. Ceux qui sont de cet avis sont principalement les gens dont le revenu annuel se situe entre 20,000 \$ et 40,000 \$ (66%) et les femmes (63%). Toutefois, 37% des Canadiens pensent que l'implication d'un politicien dans une affaire de conduite automobile dangereuse ne justifie pas sa démission. Ceux qui sont d'un avis contraire sont principalement des personnes dont le revenu annuel est supérieur à 60 000 \$ (48%), des gens qui ont une scolarité de niveau universitaire (48%), des professionnels (47%), des hommes (44%) et des anglophones (40%).

Enfin, selon une majorité de Canadiens (72%), les politiciens qui **s'opposent au chef du parti** ne devraient pas démissionner pour cette raison. Par contre, le cinquième (21%) de la population canadienne pense le contraire. Parmi ceux qui estiment qu'un politicien doit démissionner dans cette situation, on retrouve principalement les gens qui ont une scolarité de niveau primaire (50%) et les personnes dont le revenu annuel est inférieur à 20 000 \$ (34%). À l'opposé, les gens qui ont revenu annuel supérieur à 60 000 \$ (83%), les professionnels (82%), les personnes qui ont une scolarité universitaire (81%) et les hommes (77%) tendent davantage à penser que le fait de s'opposer au chef du parti justifie la démission d'un politicien.

Les pourcentages indiqués représentent ceux qui considèrent que, OUI, les politiciens devraient démissionner s'ils se trouvaient impliqués dans ces situations.

N = 1500	TOTAL	Sexe		Langue maternelle		
		Hommes	Femmes	Français	Anglais	Autre
Pot-de-vin	94 %	95 %	94 %	92 %	96 %	91 %
Violence conjugale	80 %	76 %	83 %	76 %	82 %	75 %
Affaires de mœurs	71 %	66 %	76 %	81 %	68 %	68 %
Alcool au volant	68 %	63 %	73 %	70 %	68 %	67 %
Conflit d'intérêt	66 %	71 %	63 %	73 %	64 %	65 %
Conduite automobile dangereuse	57 %	50 %	63 %	64 %	53 %	63 %
S'oppose au chef du parti	21 %	18 %	23 %	23 %	18 %	28 %

Note : Les différences significatives **supérieures** apparaissent en caractère gras et les différences significatives *inférieures* en caractère italique.

Profils des personnes qui disent qu'un politicien qui est impliqué dans ces situations devrait démissionner	
S'oppose au chef du parti	21 %
<ul style="list-style-type: none"> Revenu de moins de 20 000\$ Scolarité primaire Allophones 	<ul style="list-style-type: none"> 34 % 50 % 28 %
Conduite automobile dangereuse	57 %
<ul style="list-style-type: none"> Femmes Francophones Québécois Revenu de moins de 20 000\$ Revenu de 20 à 39 999\$ Employés de la vente/service/ bureau Personnes au foyer Scolarité primaire Scolarité secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> 63 % 64 % 64 % 67 % 66 % 64 % 70 % 76 % 61 %
Conflit d'intérêt	66 %
<ul style="list-style-type: none"> Hommes Âgés de 45 – 54 ans Francophones Québécois Revenu de plus de 60 000\$ Professionnels Population active Scolarité de niveau universitaire 	<ul style="list-style-type: none"> 71 % 74 % 73 % 76 % 77 % 76 % 69 % 77 %
Alcool au volant	68 %
<ul style="list-style-type: none"> Femmes Âgés de 18 – 24 ans 	<ul style="list-style-type: none"> 73 % 78 %
Affaires de mœurs	71 %
<ul style="list-style-type: none"> Femmes Francophones Québécois Revenu inférieur à 20 000\$ Personne au foyer Population inactive Scolarité de niveau secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> 76 % 81 % 77 % 84 % 86 % 77 % 77 %

Profils des personnes qui disent qu'un politicien qui est impliqué dans ces situations ne devrait pas démissionner	
S'oppose au chef du parti	72 %
<ul style="list-style-type: none"> Revenu de plus de 60 000\$ Scolarité universitaire Anglophones Hommes Professionnels Population active 	<ul style="list-style-type: none"> 83 % 81 % 74 % 77 % 82 % 75 %
Conduite automobile dangereuse	37 %
<ul style="list-style-type: none"> Hommes Anglophones Revenu de plus de 60 000 \$ Professionnels Population active Scolarité universitaire 	<ul style="list-style-type: none"> 44 % 40 % 48 % 47 % 40 % 48 %
Conflit d'intérêt	25 %
<ul style="list-style-type: none"> Âgés de 18 à 24 ans Étudiants Scolarité de niveau secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> 52 % 43 % 29 %
Alcool au volant	27 %
<ul style="list-style-type: none"> Hommes Professionnels Scolarité universitaire 	<ul style="list-style-type: none"> 32 % 34 % 35 %
Affaires de mœurs	23 %
<ul style="list-style-type: none"> Hommes Âgés de 25 – 34 ans Anglophones Ontariens Revenu de plus de 60 000\$ Professionnels Population active Scolarité de niveau universitaire 	<ul style="list-style-type: none"> 29 % 30 % 25 % 29 % 29 % 30 % 27 % 33 %

Profils des personnes qui disent qu'un politicien qui est impliqué dans ces situations devrait démissionner	
Violence conjugale	80 %
• Femmes	83 %
• Anglophones	82 %
Pot-de-vin	94 %
• Anglophones	96 %
• Population active	96 %

Profils des personnes qui disent qu'un politicien qui est impliqué dans ces situations ne devrait pas démissionner	
Violence conjugale	12 %
• Hommes	15 %
• Francophones	20 %
• Québécois	20 %
Pot-de-vin	4 %
• Âgés de 18 à 24 ans	9 %
• Québécois	7 %
• Sans emploi	14 %
• Population inactive	5 %

3.0 Méthodologie

La présente étude effectuée par Léger Marketing a été réalisée au moyen d'entrevues téléphoniques auprès d'un échantillon représentatif de 1500 Canadiennes et Canadiens âgé(e)s de 18 ans ou plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais.

Les entrevues ont été réalisées à partir de nos centraux téléphoniques de Montréal et de Winnipeg du 18 au 22 février 2003. Nous avons la possibilité d'effectuer jusqu'à 10 appels dans les cas de non-réponse.

À l'aide des données de Statistiques Canada, les résultats ont été pondérés selon les régions, le sexe et la langue parlée à la maison afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population adulte du Canada. Finalement, nous obtenons avec les 1500 personnes sondées, une marge d'erreur maximale de $\pm 2,5\%$, et ce, 19 fois sur 20.